

Compétitivité et contrainte de développement des PME en Algérie

Melle FILALI Sarra

TEL : 0560212833

Email : sarita-oran@live.fr

Mr youcefi rachid

TEL : 0773643086

Email : youcefi20022002@yahoo.fr

Résumé :

Dans un environnement mouvant, et incertain, caractérisé par la mondialisation et forte concurrence, les entreprises se trouvent confrontées à l'impératif d'être compétitives afin d'assurer leur pérennités, ces PME jouent un rôle incontournable dans la création d'emploi, la création de la valeur ajoutée, et leur contribution dans la répartition des revenus. Toutes les études récentes font ressortir que les PME algériennes sont soumises à des contraintes multiformes d'intensité variable, des obstacles rencontrés par les dirigeants des PME, et qui freinent leur développement tel que les contraintes découlant de l'informel, financières, relatives au marché du travail, liées au foncier industriel, d'ordre administratif et judiciaire et les contraintes d'informations. Pour faire face à cette situation, Depuis les années quatre-vingt-dix, les pouvoirs publics locaux ont mis en place un ensemble de programmes et structures d'appuis pour protéger les entreprises algériennes et promouvoir la compétitivité de ces derniers.

Mot clés : Compétitivité, contrainte de développement, mise à niveau, PME.

Abstract:

In a changing and uncertain environment characterized by globalization and strong competition, companies are confronted with the imperative of being competitive in order to ensure their sustainability. These SMEs play an essential role in the creation of jobs, Creation of added value, and their contribution to the distribution of income. All recent studies show that Algerian SMEs are subject to multifarious constraints of varying

intensity, Constraints faced by SME managers, and constraining their development, such as informal, financial, labor market, industrial, administrative and judicial constraints and information constraints Since the 1990s, the local public authorities have set up a set of programs and support structures to protect Algerian companies and to promote the competitiveness of Algerian enterprises

Keywords: Competitiveness, constraint of development, upgrading, SMEs.

Introduction :

Dans un environnement mouvant, et incertain, caractérisé par la mondialisation et forte concurrence, les entreprises se trouvent confrontées à l'impératif d'être compétitives afin d'assurer leur pérennité.

Les PME jouent un rôle incontournable dans la création d'emploi, la création de la valeur ajoutée, et leur contribution dans la répartition des revenus. Toutes les études récentes font ressortir que les PME algériennes sont soumises à des contraintes multiformes d'intensité variable. Une étude de la banque mondiale fait apparaître les obstacles rencontrés par les dirigeants des PME, et qui freinent leur développement tel que les contraintes découlant de l'informel, financières, relatives au marché du travail, liées au foncier industriel, d'ordre administratif et judiciaire et les contraintes d'informations.

Depuis les années quatre-vingt-dix, les pouvoirs publics locaux ont mis en place un ensemble de programmes et structures d'appui pour protéger les entreprises algériennes et promouvoir la compétitivité de ces derniers.

Cet article s'est concentré sur la problématique de la compétitivité des entreprises algériennes et leurs contraintes de développement, on s'est basé sur la méthode descriptive analytique et des données statistiques, et qui sera présenté en trois parties : La première sera consacrée à l'étude de l'évolution des PME en Algérie et l'importance et rôle des PME/PMI pour le développement économique algérien :

- La deuxième partie sera réservée à l'identification des contraintes de développement des PME en Algérie :

- La troisième partie portera sur le rôle de la nouvelle politique industrielle et les programmes de mise à niveau pour promouvoir la compétitivité des PME en Algérie.

1- L'évolution de PME en Algérie et l'importance des PME/PMI pour le développement économique algérien :

1-1 L'évolution de PME en Algérie :

- Globalement, l'évolution de la population de la PME entre 2014 et 2015 est de 9,7% ¹ tous secteurs juridiques confondus, représentant un accroissement net total de 82 516 PME. Et l'évolution de la population de la PME entre 2015 et 2016 est de 9,42% tous secteurs juridiques confondus, représentant un accroissement net total de 88 052 PME.²

Tableau 01 : Evolution de la population globale des PME (2014/2015)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Population globale de la PME	587 494	619 072	642 913	687 386	777 816	852 053	934 569	1022621

Source : Elaboré par l'étudiante (synthèse des données des bulletins d'information statistique)

- Les secteurs où la création d'entreprise a été la plus forte entre les deux années 2014 et 2015, restent celui de l'Agriculture avec 11,65% suivi par le secteur des services avec 10,23%.
- Les PME à caractère industriel sont au nombre de 83 701 entités à la fin de l'année 2015, contre 78 108 entités à la fin de l'année 2014, soit une progression de 7,16 %, croissance en deçà du niveau global de croissance des PME personnes morales (8,23%).
- On notera par rapport à la mortalité des PME, la création effective de 41 919 PME dont 5 752 PMI tandis que les radiations s'élèvent à 7 956 PME dont 968 PMI. Donc plus de 56% sont constituées de personnes morales, parmi lesquelles on recense 390 Entreprises Publiques Economiques (EPE). Le reste est composé

¹ Bulletin d'information statistique, n°28 (mai, 2016)

² Bulletin d'information statistique, n°30 (mai, 2017)

de personnes physiques (43.65%), dont près de 21% des professions libérales et 23% sont des activités artisanales.

1-2 Importance et rôle des PME/PMI pour le développement économique algérien :

Nul ne peut nier le rôle et l'importance de la PME/PM dans toutes les économies, car elle permet et contribue à la croissance et au développement économique, par :³

- La création d'emplois.
- La création de la valeur ajoutée.
- La participation à la distribution des revenus.

1-2-1 Evolution de l'emploi par type de PME :

A fin 2014, les emplois cumulés dans les PME s'élèvent à 2 157 232 salariés. Par rapport à 2013, il est à signaler une progression de 7,76%, à la fin de l'année 2015, est de 2 371 020 agents, dont seulement 43 727 relèvent des PME publiques. A noter que l'effectif global des PME a progressé de 9.91% entre 2014 et 2015.

Tableau 02 : Evolution des emplois déclarés par type de PME (2012-2016)

Type de PME	2012		2013		2014		2015	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
PME privé	1728046	97,27	1869363	97,59	2110665	97,84	2327293	98,16
PME public	48415	2,73	46 132	2,41	46 567	2,16	43 727	1,84
TOTAL	1776461	100	1915495	100	2157232	100	2371020	100

Source : Elaboré par l'étudiante (synthèse des données des bulletins d'information statistique)

1-2-2 La création de la valeur ajoutée :

Après avoir représentée uniquement 40 % de la valeur ajoutée totale créée durant les années 1990, la part des PME privées est passée à 85.78 % en 2015, en passant par 83.59 % en 2009.

³Gharbi, S. « Les PME/PMI en Algérie : Etats des lieux », document de travail, cahiers du LAB.RII, Université du Littoral Côte d'Opale, N° 238, mars 2011.

Tableau : Evolution de la VA par secteur juridique (2009-2015)

Secteur juridique	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Part du public dans la VA	816,8	16,41	827,53	15,02	923,34	15,23	793,38	12,01	893,24	11,700	1187,9	13,9
Part du privé dans la VA	4162,02	83,59	4681,68	84,98	5137,46	84,77	5813,02	87,99	6741,19	88,299	7338,65	86,1
TOTAL	4 979	100	5 509	100	6 061	100	6 606	100	7634	100	8527	100

Source : Elaboré par l'étudiante à partir des données de l'ONS.

1-2-3 La distribution des revenus :

La distribution des revenus La valeur ajoutée créée par chaque PME recouvre l'ensemble des rémunérations des services qui ont été rendus au cours du processus de production et au fonctionnement des administrations. La valeur ajoutée servira à : Rémunérer les services, force de travail, capital, moyens financiers (il s'agira alors des salariés, de dividendes ou d'intérêts). Contribuer au fonctionnement des administrations en particulier en versant des impôts. Il est clair donc que l'entreprise quelle que soit sa taille, en créant de la valeur ajoutée et en redistribuant ce surplus sous des formes divers aux autres agents, remplit un rôle essentiel dans l'activité d'un pays. Il faut aussi préciser que ses fonctions de nature strictement économique ne sont pas les seules que l'on attribue à cette catégorie d'entreprise ; de plus en plus, et du fait de son importance dans les sociétés modernes, d'autres missions lui sont attribuées : sociales, humaines et culturelles. ⁴

2- Les contraintes de développement des PME en Algérie :

⁴ Ali Nabil BELOUARD, Salim SEDER : Structure du capital et de la performance des PME algériennes *revue économie & management*, les PME maghrébines : facteurs d'intégration régionale N° 09, octobre 2009, p176, p108

Toutes les études récentes font ressortir que les PME algériennes sont soumises à des contraintes multiformes d'intensité variable. Une étude de la banque mondiale (2003) fait apparaître les obstacles rencontrés par les dirigeants des PME, selon la hiérarchie décroissante suivante, qui correspond au degré de sévérité de chaque entrave :⁵

1- La compétition de l'informel ; 2- L'accès aux crédits ; 3- Coût du crédit ; 4- Les taux d'impôts ; 5- Les incertitudes sur la politique économique ; 6- Les délais bancaires ; 7- La corruption ; 8- L'administration fiscale ; 9- L'accès au foncier ; 10- L'accès aux devises ; 11- Les douanes / réglementations ; 12- L'enregistrement de l'entreprise ; 13- La pénurie de main d'œuvre qualifiée ; 14- Les services portuaires ; 15- L'accès au téléphone ; 16- La législation du travail ; 17- L'accès à l'énergie.

Ces obstacles qui freinent le développement des PME ne sont pas forcément appréhendés dans le même ordre par tous les dirigeants-proprétaires, et se différencient selon la nature des activités. Pour mieux comprendre leurs contours et bien apprécier le poids et la sévérité de chaque contrainte, nous proposons d'examiner dans ce qui suit celles qui nous semblent être des plus importantes, à savoir : les contraintes découlant de l'informel, financières, relatives au marché du travail, liées au foncier industriel, d'ordre administratif et judiciaire et les contraintes d'informations.

2-1-Les contraintes géographiques

Celles-ci sont issues de la nature même du territoire. Elles représentent des obstacles préliminaires que les promoteurs de projets industriels subissent avant d'entamer leurs démarches pour la mise en œuvre de leur projet d'investissement.

Les contraintes géographiques peuvent être appréhendées à travers deux principaux critères : le relief et l'état du foncier.

2-1-1 Le relief :

Pour ce qui est du relief, l'espace algérien se caractérise par un ensemble de montagnes et quelques plaines au nord tandis que le sud est complètement désertique.

⁵ Yousef KORICH, Ali GABOUSSA, Karim SI LEKHAL : (Les PME en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives), Revues. Univ-Ouargla, n 04, 2013, p 39

Les autres éléments (climat, réseau hydrique...) ⁶sont aléatoires surtout ces dernières années. Ceci rend difficile le processus d'implantation des activités économiques en général et industrielles en particulier.

Le relief hostile engendre un déséquilibre spatial en termes d'entreprises et une hypertrophie au niveau des espaces urbains.

Il s'avère que la majorité est concentrée au nord-centre avec une moyenne de 9,3 PME/1000 habitants, ce qui demeure encore insuffisant ; la bonne norme serait de 20 PME/1000 habitants.

Les PME privées sont à un taux de près de 39% au nord centre, de 11,6% dans la région est des Hauts plateaux et de 5,2 % au sud-est.

En effet, les caractéristiques du relief plutôt désavantageuses pour la localisation des activités économiques fait que l'état du foncier industriel, considéré comme l'un des principaux facteurs recherchés par les entreprises, est une ressource rare.

2-1-2 La problématique du foncier industriel :

Le foncier constitue une ressource clé limitée et un élément déterminant dans toutes les politiques de développement économique. Il est l'un des plus importants problèmes socioéconomiques rencontrés dans la création des PME en Algérie et il demeure incontestablement une contrainte majeure pour les investisseurs. L'historique de la propriété foncière en Algérie dénote une extrême confusion de la situation physique et juridique des biens fonciers, aggravée par la défaillance du système de publicité foncière et l'absence d'un cadastre général.⁷

2-2 Les contraintes administratives :⁸

Malgré les premiers effets de la stratégie de libéralisation prônée dans le cadre de l'ajustement structurel, l'économie algérienne reste très contrôlée : l'assouplissement du cadre administratif dans lequel fonctionnent les Pme apparaît comme un processus

⁶ BERRAH Kafia, BOUKRIF Moussa « La problématique de la création des entreprises : une application sur les PME algériennes », Conférence internationale sur l'économie et gestion des réseaux , Université Ibn Zohr et Hôtel de Robinson Agadir, Maroc Novembre 21-23, 2013, p 06.

⁷ MOUMOU Ouerdia « les déterminants et les obstacles des PME familiales algériennes » revue algérienne de prospective et d'études stratégiques , Volume 1 Numéro 1 Janv. - Mars 2016 p76

⁸ BERRAH Kafia, BOUKRIF Moussa, op.cit. p 07.

graduel, dans un environnement très marqué par l'expérience socialiste. - Les contraintes administratives qui se traduisent par la nature des règles formelles, et les dossiers exigés par les différentes structures (le registre de commerce par la CNRC , autorisation d'exploitation par les services de la Wilaya, l'attestation d'hygiène, l'attestation d'éligibilité, l'attestation de conformité et autres) et surtout le manque de coordination entre ces structures poussent parfois les promoteurs à détourner leur projet de son objectif initial ou à le localiser dans d'autres territoires ou carrément à abandonner leur initiative. Ces difficultés sont accentuées par le manque de transparence ou l'inexistence d'informations entre les différents partenaires qui, sont intégrés dans le processus de création d'entreprises : le promoteur, l'ANSEJ, l'ANDI, le Trésor, la banque, la caisse ou le fonds de garantie etc. L'opacité de l'information au niveau de ces organismes laissent sans réponse les diverses interrogations des jeunes promoteurs qui, découragés, n'aspirent qu'à fuir vers un pays étranger développé où les circuits administratifs paraissent plus adéquats, sans doute plus accueillants... - Par ailleurs, la logique de protection de l'environnement et la nécessité d'aménagement du territoire se trouvent controversées par les attentes des entrepreneurs privés. A titre d'exemple, les interventions des Pouvoirs Publics empêchent l'implantation de projets portant atteinte à l'environnement, c'est le cas de localisation d'unités industrielles à proximité de cours d'eau, d'ateliers de fabrication à côté des habitations...

2-3 Les contraintes découlant des activités informelles dites souterraines :⁹

En Algérie, on définit comme « formel non déclaré » l'ensemble des entreprises non agricoles enregistrées administrativement mais qui ne déclarent pas leurs existences aux services du fiscalité, à la CNAS ou à la CASNOS (non-paiement des impôts).

Pour ADAIR. P & HAMED. Y, après enquête, il s'est avéré que sur l'échantillon des 482 micro-entrepreneurs algériens étudiés, 335 sont informels selon trois critères, à savoir : la non tenue de la comptabilité, le non-paiement des impôts et l'absence d'enregistrement. Soit une proportion de 69,5 % des petites entreprises qui touchent aux activités souterraines. Majoritairement, elles exercent une activité mixte, qui se présentaient en

⁹ Yousef KORICHI, Ali GABOUSSA, Karim SI LEKHAL, op.cit. p 40.

quatre catégories : les formels, les formels non enregistrés, les formels-informels et les informels purs.

De nos jours, l'environnement socioéconomique de la PME algérienne reste prédominé par le secteur informel. Ses manifestations sont diverses et concernent plusieurs domaines, à savoir :

- La non-déclaration ou la sous-déclaration des ressources humaines ; financières et même techniques et /ou technologiques ;
- La fraude fiscale ;
- La pratique de la non-facturation, la sous-facturation et de la surfacturation ;
- La concurrence déloyale des importateurs qui réussissent à contourner les barrières tarifaires.

2-4 Les contraintes financières :

Une étude de Hamed (2002) sur le financement de 429 micro-entreprises en Algérie, démontre que la majorité des dirigeants recoure à la finance informelle, en réponse à la rigidité du secteur bancaire, incapable de répondre à la demande de crédit. Les lourdeurs bureaucratiques, la corruption et l'absence d'un cadre juridique souple et transparent se conjuguent pour dissuader les entrepreneurs de sortir de l'informel. Les coûts d'ascension et de maintien dans la légalité sont souvent supérieurs aux avantages de l'informalité comme le démontrent des recherches sur les pays en voie de développement.¹⁰

Une autre étude menée par Nedjadi (2006), les coûts du crédit représentent le principal souci de 60% des entrepreneurs algériens. Le marché des capitaux est très peu développé en Algérie. La seule bourse d'Algérie, la Bourse d'Alger créée en 1997, est quasiment inopérante. Pour conclure, Il s'avère que les PME sont perçues comme étant tellement risquées par les banquiers que des taux d'intérêts supérieurs ne suffisent pas à les protéger. De lourdes garanties ainsi que des restrictions, notamment sur les différents éléments d'actifs, qui limitent largement la liberté du propriétaire-dirigeant sont également nécessaires, et les délais de traitement des demandes de crédit et des opérations sont trop longs.

¹⁰ Ghalia BENYAHIA-TAIBI, Nadjat DJAMANE-SEGUINI « FINANCEMENT DES PME : LE CAS DE LA BANQUE NATIXIS », Revue Economie & Gestion Volume 5, Numéro 1, Pages p70

2-5 Les contraintes relatives au marché de travail :

En Algérie, le marché de travail est encore instable et sujet à tous les dépassements possibles. Les contraintes qu'il subit sont multiples. On peut citer les plus importantes :

- Le manque accru des experts en management, des gestionnaires, des techniciens qualifiés... ;
- L'existence de fortes contraintes dans la gestion des ressources humaines (la gestion des contrats, des procédures et des coûts de licenciement...) ;
- L'inexistence d'Instituts de formations spécialisées et la faiblesse de la qualité des programmes assurés ;
- L'inadaptation des formations dispensées par les universités avec les besoins réels des entreprises et en matière des techniques modernes de management, gestion et de marketing ;
- Difficultés de la pratique des langues étrangères chez la plupart des nouveaux diplômés.

2-6 Un manque en matière de disponibilité de l'information :

Une autre étude menée par Houria SEKKAL, après une enquête effectuée auprès de 24 entreprises situés dans la wilaya d'Oran, il existe deux catégories de collecte externe.

2-6-1 L'information informelle : elle est fournie le plus souvent par les clients (62% des cas), moins souvent par les fournisseurs (20% des cas) ou la presse (8% des cas).

Les foires internationales constituent, aux dires les entrepreneurs, le lieu le plus fiable en matière de collecte d'information, mais son cout étant très élevé, tous ne peuvent pas y accéder.

2-6-2 L'information formelle : 50% des personnes interrogées dans cette étude se peignent de l'absence totale de l'information quant aux autres, leur source est :

- La chambre de commerce (16%) ;
- La presse indépendante (12%) ;
- Le journal officiel (8%) ;
- Le réseau commercial (4%) ;
- On remarque qu'il y a un manque important d'information fiable et actualisée, à caractère économique, financier et commercial, à cause de l'Absence de banques

de données statistiques et d'un système d'informations national ,un Manque de données et des études de marché (national, régional et local) , Difficultés d'accès aux sources d'informations spécialisées et à Internet qui est jusque- là peu utilisé dans le monde des affaires , Indisponibilité de données et d'orientations sur les opportunités d'investissements , Manque d'informations sur la concurrence et les pratiques des opérateurs économiques ;

- Tous ces raisons nécessitent de mettre en place un système efficace de collecte, d'analyse et de diffusion des informations économiques.

3- Les PME exportatrices en Algérie :

En Algérie, les PME sont peu engagées sur les marchés étrangers. Le volume des exportations globales hors hydrocarbures arrive à peine à franchir le cap de deux milliards de dollars/an. Les données disponibles au niveau de ministère de l'industrie indiquent que la portée internationale des PME algériennes est très réduite¹¹; Les exportations « hors hydrocarbures », qui restent toujours marginales, avec seulement 6,16% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,78 milliards de Dollars US, ont enregistré une diminution de 9,55% par rapport à l'année 2015. Les groupes de produits exportés en dehors des hydrocarbures sont constitués essentiellement par des demi-produits qui représentent une part de 4,5% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,3 milliard de Dollars US, des biens alimentaires avec une part de 1,13% , soit 327 millions de Dollars US, des produits bruts avec une part de 0,29%, soit en valeur absolue de 84 millions de Dollars US et enfin des biens d'équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires avec les parts respectives de 0,18% et 0,06%.

4- Le rôle de la nouvelle politique industrielle pour promouvoir la compétitivité des PME en Algérie :

Les politiques industrielles adoptées, depuis le début de l'opération de développement économique, ont favorisé certaines industries par rapport à d'autre, ce qui a accentué le déséquilibre que connaît le secteur industriel.

¹¹ Djemai Sabrina, Les PME Exportatrices : Croissance Economique Hors Hydrocarbures, colloque international sur : l'évaluation des effets des programmes d'investissements publics 2001-2014 et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique. Ecole Doctorale Université Sétif 1, « El Bez », Les 11 et 12 Mars 2013.

Un diagnostic de l'industrie nationale montre qu'elle est constituée d'une chaîne d'opérations de montage, d'assemblage et d'emballage sans rapport avec le processus de fabrication proprement dit. Elle était en outre incapable d'attirer et de développer de nouvelles techniques et d'en tirer profit.

A partir de cette réalité, les autorités algériennes avaient envisagé la mise au point d'une nouvelle politique tendant au développement d'une industrie nationale capable de diversifier la gamme des exportations afin d'affranchir cette même économie de sa dépendance des hydrocarbures.

Le problème pour la majorité des entreprises nationales, publique et privées, résidait dans leur incapacité à faire face aux nouveaux challenges et à la compétition étrangère imposée par de grandes firmes disposant d'un haut niveau d'organisation administrative, commerciale et financière. Et ce danger a accru après la libéralisation du commerce et le flux des investissements de l'étranger.

4-1 Principaux axes de La nouvelle stratégie industrielle de l'Algérie :¹²

La nouvelle stratégie industrielle de l'Algérie s'appuie sur les quatre principaux axes suivants :

- Choix des secteurs à promouvoir ;
- Déploiement sectoriel de l'industrie ;
- Déploiement spatial de l'industrie ;
- Politiques de développement industriel.

Le choix des secteurs à promouvoir s'est fait en plusieurs grandes étapes qui ont consisté à :

- Identifier les branches qui présentent un fort potentiel de développement et qui sont portées par le marché international ;
- Analyser le niveau de compétitivité des branches ainsi identifiées ;
- Évaluer les forces et faiblesses des branches ciblées ainsi que les menaces et opportunités sur le marché international ;

¹² Ministère de l'industrie et des mines : <http://www.mdipi.gov.dz/?La-relance-de-la-production>

- Énoncer la stratégie industrielle retenue à partir de ces choix successifs et cerner les éléments de sa mise en œuvre ;
- Le déploiement sectoriel de l'industrie s'effectuera selon les choix retenus par la stratégie industrielle et qui appellent une action sur trois plans complémentaires : valorisation des ressources naturelles, densification du tissu industriel et promotion de nouvelles industries ;
- La valorisation des ressources naturelles - L'objectif recherché est de promouvoir les industries qui permettront à l'Algérie de mieux exploiter ses atouts naturels et de passer du stade de simple exportateur de produits primaires vers celui de producteur et d'exportateur de biens transformés, à technologie plus élaborée et à plus forte valeur ajoutée. Les branches identifiées à ce niveau concernent en particulier la pétrochimie, les fibres synthétiques, les fertilisants, la sidérurgie (acier), la métallurgie non ferreuse (aluminium) et les matériaux de construction (liants hydrauliques) ;
- Densification du tissu industriel - Il s'agit d'encourager les industries qui contribuent à l'intégration d'activités actuellement situées aux dernières étapes de la chaîne de production. Les industries susceptibles de favoriser cette remontée des filières sont celles généralement liées à l'assemblage et au conditionnement : industries électriques et électroniques, industries pharmaceutiques et vétérinaires, industries agroalimentaires, industries des biens d'équipement ;
- Promotion de nouvelles industries – Une attention particulière sera accordée à la promotion des industries qui sont soit inexistantes (nouvelles industries) soit pour lesquelles l'Algérie accuse un retard régional. Il s'agit en particulier des industries liées aux TIC et à l'automobile ;
- Le déploiement spatial de l'industrie, deuxième dimension du déploiement industriel, ne peut plus se confiner à la configuration actuelle des zones industrielles et devra obéir à une vision plus moderne et à des notions plus fécondes, telles que les Zones de développement industriel intégré (ZDII), les Technopoles ou les Zones spécialisées ;

- Certains de ces espaces ont été localisés et leur mise en place se fera progressivement ;
- Leur développement permettra de créer des synergies en exploitant la concentration spatiale des activités économiques et en mettant en réseau les entreprises, les établissements publics de régulation ainsi que les structures de recherche, de formation et d'expertise ;
- Grâce aux synergies qui seront ainsi créées, ces nouveaux espaces auront pour effet d'engendrer un véritable microclimat d'affaires et d'intensifier l'investissement ;
- Les politiques de développement industriel couvrent quatre grands domaines : mise à niveau des entreprises, innovation, développement des ressources humaines et promotion de l'investissement direct étranger ;
- L'innovation et la production des idées sont aujourd'hui le moteur du développement. Un système d'innovation endogène doit nourrir le développement du secteur industriel algérien. Or ce processus, qui ne pourra pas être assuré par la seule dynamique du marché, nécessite l'intervention des pouvoirs publics ;
- Le développement des ressources humaines et des qualifications est une des orientations fortes de la stratégie industrielle. Celle-ci considère que le capital humain qu'il est un puissant facteur favorisant l'absorption des technologies et la modernisation industrielle ;
- La promotion de l'investissement direct étranger (IDE) obéit à une politique visant à mobiliser les apports extérieurs tout les orientant vers le financement des activités à haute intensité capitalistique et la diffusion des nouvelles technologies ;
- Une politique active de l'État est nécessaire pour faciliter l'ancrage des IDE dans le tissu industriel et la diffusion de leurs effets externes au profit des entreprises nationales.

4-2 Les programmes de mise à niveau :

La mise à niveau des entreprises fait l'objet d'un programme de modernisation des entreprises, dont les objectifs et les modalités de gestion s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'industrialisation. Trois programmes ont été formalisés :

4-2-1 Le programme initial du ministère de l'industrie et de la restructuration industrielle :

L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) a élaboré un programme adapté aux particularités de l'industrie algérienne. Il s'agit du programme intégré (PI) pour l'amélioration de la compétitivité et l'appui à la restructuration industrielle en Algérie¹³, en décembre 1998. Ce programme comprenait cinq composantes parmi elles :

Le programme pilote d'appui à la restructuration, la mise à niveau et l'amélioration de 48 entreprises algériennes, qui a été mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de l'Industrie et de la Restructuration MIR.

Tableau 03 : les résultats du programme MIR selon ses deux phases de mise en œuvre

Demandes des entreprises	Entreprises Publiques	Entreprises Privées	Total
Reçues	235	171	406
Traitées	232	169	401
Retenues	155	135	290
Rejetées	77	34	111

Source : MIR

La phase diagnostic a concerné 290 entreprises sur 406 ayant fait la demande. Le nombre d'entreprises qui est entré dans la phase effective de la mise à niveau, après un second traitement des dossiers, est de 137 entreprises seulement, soit 47% des entreprises retenue pour la phase diagnostic et 34% des demandes reçues.¹⁴

¹³ Les dispositifs de mise à niveau de la PME maghrébine « Tunisie, Maroc et Algérie» www.ummto.dz/IMG/pdf/Ait_sisaid

¹⁴ Lamia AZOUAO, *La compétitivité et la mise à niveau des PME maghrébines : analyse à partir d'une approche multidimensionnelle* », revue économie & management, les PME maghrébines : facteurs d'intégration régionale N° 09, octobre 2009, p176.

A partir de l'an 2000, un dispositif de suivi du programme de mise à niveau a été mis en place par les pouvoirs publics algériens, ses acteurs sont :

- Le Fonds de la Promotion et de la Compétitivité Industrielle (FPCI) : (Le FPCI est utilisé pour financer les dépenses de mise à niveau liées à la promotion de la compétitivité).

Le montant total de l'aide du FPCI réservé à ces 137 entreprises est de 2694,45 millions de DA dont : 2665 ,04 millions de DA accordés à 117 entreprises retenues pour bénéficier des aides au titre de l'étude de diagnostic et la réalisation du plan de mise à niveau, soit en moyenne une aide de 22,77 millions de DA/Entreprise.

29,41 millions de DA accordés à 20 entreprises qui bénéficient d'une aide limitée à l'étude de diagnostic.

-La Direction Générale de la Restructuration Industrielle (DGRI) du Ministère de l'Industrie et de la Restructuration : qui est chargée de la mise en place et de la coordination des instruments juridiques et financiers du FPCI, de la définition des 9 conditions techniques, financières et réglementaires de fonctionnement du programme de mise à niveau

-Le Comité National de la Compétitivité Industrielle (CNCI) : qui est chargé de fixer les modalités de fonctionnement du FPCI.

4-2-2 Programme euro développement PME programme d'appui au développement des PME (MEDA) :

Le programme d'appui au développement des PME/PMI privées en Algérie est un programme cofinancé par la Commission Européenne et par le Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), dans le cadre du partenariat Euro-Méditerranéen. Ce programme a démarré en juillet 2002 et s'est achevé le 31 décembre 2007. L'objectif du programme de mise à niveau EDPME est d'améliorer significativement la compétitivité des PME algériennes en s'alignant sur les standards internationaux d'organisation et de gestion. Le programme a permis la mise à niveau de 445 PME privées industrielles.¹⁵

¹⁵ Sabiha HARRAR : Le secteur industriel algérien : Analyse des facteurs de compétitivité des petites et moyennes industries. Cas de la wilaya de Tlemcen, Les cahiers du MECAS, N° 13, Juin 2016

4-2-3 Le ministère de la pme et de l'artisanat :

Le relais pris par le ministère de la pme et de l'artisanat s'inscrit dans le cadre des dispositions de la loi n 01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite moyenne entreprise (PME) il reprend les mêmes orientations en identifiant des objectifs généraux et spécifiques.¹⁶

Les actions envisagées concernent aussi bien les entreprises que l'environnement institutionnel des PME. Dans cette optique il est notamment envisagé :

- La création de centre de formation professionnelle spécialisée pour accompagner le développement de certaines activités qui ne disposent pas d'un encadrement intermédiaire approprié ;
- Le développement de structures d'appui et de proximité spécialisés au service de la PME (centres techniques par filière technologique, consulting et expertise ...) d'abord dans les wilayas dans lesquelles a concentration de PME est la plus significative ;
- La mise en place de passerelles avec les universités par l'organisation de rencontres professionnelles pour assurer le rapprochement des acteurs et favoriser le développement des relations ;
- La création d'un centre de performance et de la compétitivité (indicateurs, banque de données, statistiques ...).

Au titre de l'année 2016, 4 927 PME ont souscrit au Programme National de Mise à Niveau des PME dont plus de la moitié sont éligibles. La région couverte par la délégation de Sétif est la plus dynamique en matière de nombre de dossiers déposés et éligibles, avec 1693 dossiers reçus.

Tableau 04 : Répartition des conventions en 2016 par secteurs d'activité

Secteurs d'activité	Nombre
BTPH	787
Industrie	202

¹⁶ TOUBACHE Ali, LAHLOU Chérif, la mise à niveau des entreprises : attentes, résultats et perspectives, revue LAMEOR (entreprenariat et mise à niveau des entreprises en Algérie, p307

Agroalimentaire	100
Services	128
Tourisme hôtellerie	22
Transport	34
Pêche	04
TOTAL	1277

Source : ANDPME

Il est relevé que le secteur du BTPH se classe en première position avec 787 conventions, suivi du secteur de l'industrie avec 202 conventions puis les services et l'agroalimentaire avec respectivement 128 et 100 conventions. Les autres secteurs sont à des niveaux très faibles

Conclusion :

L'amélioration de la compétitivité de nos entreprises, en particulier PME, est une urgence pour la poursuite du développement économique du pays.

Cet article nous a permis de connaître un ensemble de réalités sur les PME algériennes, En effet, les organismes publics sont considérés comme un acteur principal dans l'accompagnement et dans l'aide à la création des PME. Et La mise à niveau des entreprises est une des politiques essentielles de la stratégie de relance et de développement industriel engagée par les pouvoirs publics. Elle vise effectivement à : - Adapter l'entreprise et son environnement au niveau des exigences du libre-échange et introduire une démarche de progrès de renforcement des points forts et de résorption des faiblesses de l'entreprise. et l'accroissement de la productivité. Elle se traduit par une double ambition pour l'entreprise : - Devenir compétitive en termes de prix, de qualité et d'innovation Mais en se basant sur les chiffres avancés par l'office national des statistiques (ONS), et du ministère de l'industrie et des mines, les pouvoirs publics s'intéressent beaucoup plus à l'accroissement du nombre de PME sans se soucier de l'avenir de ces PME déjà existantes. Et que ces organismes étatiques ont un rôle plus régulateur qu'économique, leur but est la diminution le taux du chômage à court terme.

Pour assurer cette compétitivité l'Etat renforcer son rôle sur les deux niveau , c'est-à-dire au niveau macroéconomique et au niveau microéconomique comme suite :

Inciter à l'investissement dans l'outil de production, pour améliorer la qualité des équipements.

Mise à niveau et modernisation des acteurs du transport et de la logistique

Créer un environnement stimulant la compétitivité à travers la réglementation et son contrôle, Lutter contre l'informel et la corruption, par une réglementation cohérente et équitable pour les entreprises.

Renforcement de la lutte contre la concurrence déloyale.

Programme de mise à niveau des compétences des dirigeants de PME, afin d'améliorer les facteurs de compétitivité internes.

Amélioration de l'accès au financement bancaire, notamment pour les PME et la Facilitation de l'accès au marché financier et dynamisation de la place, pour élargir les perspectives de financement des entreprises.

Promouvoir l'innovation au sens large, et Encouragement des initiatives privées dans l'effort d'innovation, pour développer des innovations industrielles activable, et encourager l'investissement privé dans des projets R&D.

Références :

Ali Nabil BELOUARD, Salim SEDER : Structure du capital et de la performance des PME algériennes *revue économie & management*, les PME maghrébines : facteurs d'intégration régionale N° 09 , octobre 2009, p176,p108.

BERRAH Kafia, BOUKRIF Moussa,op cit p07

BERRAH Kafia, BOUKRIF Moussa « La problématique de la création des entreprises : une application sur les PME algériennes », Conférence internationale sur l'économie et gestion des réseaux (EMNet 2013), Université Ibn Zohr et Hôtel de Robinson Agadir, Maroc Novembre 21-23, 2013, p 06

Bulletin d'information statistique, n°28 (mai, 2016)

Bulletin d'information statistique, n°30 (mai, 2017)

Djemai Sabrina,Les PME Exportatrices : Croissance Economique Hors Hydrocarbures, colloque international sur :l'évaluation des effets des programmes d'investissements publics 2001-2014 et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique. Ecole Doctorale Université Sétif 1, « El Bez », Les 11 et 12 Mars 2013

Ghalia BENYAHIA-TAIBI, Nadjat DJAMANE-SEGUINI « FINANCEMENT DES PME : LE CAS DE LA BANQUE NATIXIS », Revue Economie & Gestion Volume 5, Numéro 1, Pages p70

Gharbi,S.«Les PME/PMI en Algérie: Etats des lieux », document de travail, cahiers du LAB.RII, Université du Littoral Côte d'Opale, N° 238, mars 2011

Lamia AZOUAO, La compétitivité et la mise a niveau des PME maghrébines : analyse a partir d'une approche multidimensionnelle », revue économie & management, les PME maghrébines : facteurs d'intégration régionale N° 09, octobre 2009, p176

Les dispositifs de mise a niveau de la PME maghrébine « Tunisie, Maroc et Algérie»
www.ummto.dz/IMG/pdf/Ait_sisaid

MOUMOU Ouerdia « les déterminants et les obstacles des PME familiales algériennes » revue algérienne de prospective et d'études stratégiques, Volume 1 Numéro 1 Janv. - Mars 2016 p76

Ministère de l'industrie et des mines :<http://www.mdipi.gov.dz/?La-relance-de-la-production>

Sabiha HARRAR : Le secteur industriel algérien: Analyse des facteurs de compétitivité des petites et moyennes industries. Cas de la wilaya de Tlemcen, Les cahiers du MECAS, N° 13, Juin 2016

TOUBACHE Ali, LAHLOU Chérif, la mise a niveau des entreprises : attentes, résultats et perspectives, revue LAMEOR (entreprenariat et mise a niveau des entreprises en Algérie, p307

Youcef KORICHI , Ali GABOUSSA , Karim SI LEKHAL : (Les PME en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives), Revues. Univ-Ouargla, n 04, 2013,p 39

Youcef KORICHI , Ali GABOUSSA , Karim SI LEKHAL,op cit p40.